



Paraît le

Mardi

Jeudi

Samedi

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Après 3 ans de Front Populaire

Les fascistes défilent Le patronat défie !



Le défilé traditionnel devant la statue de Jeanne d'Arc emprunte cette année aux circonstances un relief dont il serait vain et dangereux de dissimuler le caractère aux masses ouvrières et paysannes.

Que cette manifestation de la réaction cléricale et du fascisme n'atteigne pas en importance numérique les cortèges — même les moins réussis — de feu le Front Populaire, c'est possible. L'important à nos yeux est que plus de cinquante mille fascistes ou pro-fascistes — depuis les scouts adolescents jusqu'aux antiques rombières d'Action française en passant par les groupes organisés de Taittinger et de Maurras, de Jean Renaud, de Doriot et de Casimir la Canaille — ont pu occuper le pavé de Paris, dans ce même quartier qui les vit se rassembler pour monter à l'assaut du Parlement le 6 février 1934.

Nous sommes en mai 1938 ! Chiappe est de nouveau dans la rue, portant l'écharpe de député de Paris, et regarde défilé ses troupes que le Front Populaire n'a pas dissoutes. Celles-ci n'ont d'ailleurs pas à franchir le pont qui mène au Palais-Bourbon.

Grâce au Front Populaire et à la trahison des Internationales stalinienne et social-démocrate, le grand patronat tient Daladier en otage.

Telle est la signification politique de la fête nationale de Jeanne d'Arc et des cérémonies qui l'ont marquée à Paris.

Les passer sous silence comme fait l'Humanité ou les minimiser en n'y voyant qu'une occasion de plaisanteries très douces comme fait le Populaire sous la signature de J.-M. Hermann, c'est tromper sciemment les ouvriers et les paysans. Ce sont les ouvriers et les paysans qui, en dernière analyse, font les frais de ces plaisanteries.

Mais tous ces artifices de rhétorique n'empêcheront pas les travailleurs de méditer sur les résultats de cette coûteuse expérience de quatre années.

Ils voient les forces fascistes reconstituées ; toute l'activité économique du pays orientée vers la guerre totale, toute l'agitation politique aboutissant à livrer leurs conquêtes, morceau par morceau, au grand patronat et à réaliser un régime aggravé de misère et de dictature.

Corollairement à la manifestation de Jeanne d'Arc, deux faits d'actualité contribuent à en situer la signification : l'envol

des feuilles d'impôts et les événements du Champain.

Les feuilles d'impôt, nous y reviendrons, ont causé la plus grande stupeur dans les foyers ouvriers et paysans sur lesquels elles se sont abattues. Nous pourrions citer telles ou telles familles ouvrières ou paysannes dont les charges fiscales de 1937 sont majorées de 50 % en 1938.

Et derrière le percepteur se profile la silhouette de l'huissier, car les impôts arriérés de 1937 sont immédiatement exigibles. L'Etat est un créancier qui n'attend pas !

(Suite page 3.)

Lettre d'un « étranger »

La carte de tourisme crée en Angleterre un vif mouvement d'enthousiasme. 2.800 fils d'Albion se font inscrire pour obtenir la nouvelle carte, et à New-York aussi, dès à présent, on peut prévoir une véritable invasion transatlantique. (Paris-Midi dixit.)

Les nouveaux décrets-lois accordent tous les avantages à la gentry de New-York et de Londres. La livre sterling à 179 et le dollar à 36 fr., cela ne suffit pas, il faut que l'aristocratie de Londres et de New-York ne soit pas confondue aux « indésirables ».

La nouvelle carte de tourisme accorde toutes les faveurs à la 5^e Avenue ! Pas de danger que Whitechapel (ils n'ont pas un penny en poche) vienne en France ; ceux de Broadway et de la 5^e Avenue, de Wall Street, de la City de Londres, toute l'aristocratie peut venir, ils seront reçus par la « démocratie française » avec tous les égards dus à leur rang.

Pour eux, un bureau bien propre, des employés tout sourire, sera ouvert à la gare Saint-Lazare, où on leur délivrera la carte de tourisme, pour la modique somme de 30 francs.

Pour eux, 40 % de réduction sur les réseaux de chemins de fer français, sur les tarifs normaux toutes classes.

Pour eux, 25 % de rabais sur l'essence, s'ils nous font l'honneur de débarquer avec leur voiture.

Pour eux, tous les avantages, ils viennent les poches pleines.

Mais pour les « indésirables », tous ceux qu'on fait venir de Pologne, de la Moldavie, de Roumanie, tous les Juifs des ghettos de l'Ukraine, de la Bessarabie, pour travailler comme des nègres, exploités parce que Juifs, étrangers, par des patrons rapaces, travaillant en chambres dans les conditions

La guerre civile en Espagne

La répression contre-révolutionnaire démocratique du Front populaire s'abat sur les bolcheviks-léninistes.

De graves informations arrivent d'Espagne... Une série de militants bolcheviks-léninistes, ex-miliciens des Brigades Internationales, participant aux luttes les plus terribles contre le fascisme, héros de la conquête de Monte Aragon et Estrecho-Quinto, viennent d'être arrêtés pendant ces dernières semaines et déférés au tribunal de haute trahison, accusés faussement de terrorisme, menacés d'être assassinés. Des marxistes révolutionnaires, bolcheviks-léninistes, accusés d'attentats, de terrorisme individuel...

La provocation du stalinisme est évidente. Nous apprenons que notre camarade Tosca, bien connu et estimé dans la Colonne Internationale du front d'Aragon, collaborateur au bulletin Le Soviet bolchevik-léniniste pour la IV^e Internationale, arrêté depuis plus de deux mois, est disparu... Nous ne voulons pas croire cette nouvelle, mais nous connaissons la méthode... Ce sont les mêmes assassins de Nin, Berneri, Wolff et beaucoup d'autres, disparus ou assassinés dans l'Espagne du Front populaire, qui agissent dans l'« ombre »...

Des centaines de révolutionnaires « étrangers », ainsi que des milliers de révolutionnaires espagnols « incontrolados » de la C.N.T. et militants du P.O.U.M., Andrade, Gorkin, etc., sont encore dans les prisons de la démocratie de Negrin, Comorera, Azana, sous la menace constante d'être fusillés.

Le camarade « Giacchetta » et le camarade Crespi, sympathisant du Soviet, se trouvent depuis plusieurs mois en prison sans en connaître les motifs...

(Suite page 3.)

les plus lamentables, sans hygiène, sans air, quelquefois sans lumière autre que celle de bougies, dans la fourrure, la confection, l'habillement ; aujourd'hui encore, des familles entières triment quatorze heures par jour pour gagner de quoi ne pas mourir de faim.

Pour eux, la « démocratie française » les avait mis en carte comme de vulgaires prostituées, mais déjà dans les dernières années de crise, pour obtenir cette carte avec la mention « travailleur », que de démarches, que de cavalcades dans les couloirs de la Préfecture de Police, du Ministère du Travail, à l'Intérieur, dans les mairies, au commissariat, au consulat, l'attente longue des heures et des heures, des queues énormes pour être reçus comme des parias. Que de fois entendre la phrase : « Retourne dans ton pays ! »

Et il faut s'abaisser. Que de platitudes, que de bassesse parfois auprès de cette racaille, pour obtenir le renouvellement de la carte de travailleur, car sans carte pas de travail, sans travail pas de pain pour le prolétaire étranger résident en France, la carte de travailleur équivaut au droit à la vie.

Le voyage d'Hitler à Rome

HITLER part ce soir de Rome, après avoir, on peut le dire, passé en revue toute l'armée italienne. Qu'emporte-t-il de ses entretiens avec Mussolini ?

En vérité, assez peu de nouveautés, semble-t-il.

L'affirmation de la solidité de l'axe Berlin-Rome, c'était prévu ; l'affirmation que Mussolini reconnaît la situation nouvelle créée par l'Anschluss et ne s'opposera pas au démembrement tchécoslovaque ou à son absorption mi-économique, mi-politique par Berlin, cela aussi était certain ; le partage des zones d'influence en Europe centrale et dans le bassin danubien (à Hitler la Roumanie, à Mussolini la Yougoslavie, plan commun pour la Hongrie) ne semble pas non plus être une surprise ; le partage moitié moitié des avantages à tirer de l'Espagne, la reconnaissance de la suprématie de l'Italie en Méditerranée, tout cela était au programme, ainsi que les conversations d'Etat-major.

Officiellement, il ne semble donc pas que les conversations de Rome aient modifié la situation. Mais, à côté des clauses officielles, il y a les conversations secrètes, et là on doit se contenter de peu d'indices.

Il ne semble pas que Mussolini soit décidé à la guerre immédiate pour la Grande Italie ; il ne semble pas non plus qu'il veuille renoncer à son rôle d'arbitre entre Londres et Berlin, il paraît même qu'il aurait exercé une pression sur Hitler pour que celui-ci modère ses ardeurs. Ceci est assez naturel ; actuellement, le jeu italien est de tabler sur les deux camps pour recevoir le maximum de l'un et de l'autre. Régler au mieux les affaires espagnole et éthiopienne, telle paraît être la limite que Mussolini s'est fixée pour les prochains mois. Ces deux victoires renforceront sa situation et le mettront sur une plate-forme plus solide pour aller de l'avant.

Pour Hitler, évidemment, la situation est différente. Sa plate-forme, c'est l'Anschluss, il faut qu'il accélère sa pression s'il ne veut pas être appelé à reculer. Aussi serait-il vain d'espérer une détente en Europe Centrale.

Les deux compères peuvent du reste mener l'affaire en s'épaulant et sans coups de canon : Mussolini semblant se détacher d'Hitler favorise la politique de Chamberlain qui est d'amener Paris, et c'est déjà commencé, à laisser graduellement faire en Tchécoslovaquie pourvu qu'Hitler y mette quelques formes.

En résumé, l'heure H ne semble pas fixée, mais le danger de guerre demeure grave. Quant à l'Espagne, puisqu'il semble que Roosevelt recule sur l'envoi d'armes, son sort est réglé.

Pour la Tchécoslovaquie, c'est une question de forme qui sera aussi tranchée avant longtemps.

Abonnement à « LA COMMUNE » :

| | |
|--------------|--------|
| Un an | 30 fr. |
| 6 mois | 15 fr. |
| 3 mois | 8 fr. |

Compte Chèque postal :
BRAUSCH 1773-07 Paris

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».
Le Gérant : A. BASTIDE.

Métallurgie

DANS LA METALLURGIE PARISIENNE

Doury avait promis de donner une série d'articles sur le mouvement de la métallurgie. Un seul article est venu jusqu'à présent. Puis, plus rien. On a beau être habitué à mentir du matin au soir et du soir au matin, il y a des choses qu'on doit juger un peu grosses à faire avaler aux gars de la métallurgie.

Attendons la suite des articles de Doury qui doit chercher à expliquer comment le syndicat, sans prendre officiellement la direction de la grève, provoquée par les « irresponsables », a obtenu qu'elle se termine par une victoire en acceptant les 45 heures pour la défense nationale, autrement dit pour la défense du régime de la propriété capitaliste.

Pour le moment, relevons que la direction syndicale cherche à se justifier du fait de n'avoir pas soutenu les grévistes. Elle prétend qu'elle a dépensé des sommes considérables pour livrer des pommes de terre, des carottes, etc... Mais c'est répondre à côté de la question. Les grévistes ne sont pas seuls à devoir tenir, il y avait les familles. Est-ce avec 20 francs pour 24 jours de grève chez Citroën, que l'on soutenait les grévistes ?

Après cela, la direction demandera une augmentation des cotisations syndicales. C'est qu'on a des châteaux à entretenir. Et aussi beaucoup trop de bureaucrates...

Grands Magasins

CHEZ LES EMPLOYÉS

Le surarbitre vient de décider que la clause d'échelle mobile (une échelle à barreaux assez espacés) était applicable ce mois-ci. Donc le patronat des Grands Magasins devra s'incliner et payer.

Les dirigeants syndicaux crient victoire. Il y a comme cela des gens qui, lorsqu'ils se cassent un bras, remercient Dieu de leur avoir laissé l'autre.

Pour les employés des grands magasins, la question est claire : on leur donne une petite augmentation au moment où les impôts augmentent de 8 % et une nouvelle chute du franc vont provoquer une hausse considérable du coût de la vie. Par la misérable augmentation qu'ils recevront, ils sont arrêtés devant la prochaine montée. La solution réelle n'est pas dans les mains d'un surarbitre, elle est dans la force des travailleurs à imposer leur contrôle sur les entreprises.

AGITATION EN PALESTINE

Plusieurs échauffourées se sont produites dans le centre de la Palestine, où les troupes continuent leurs opérations contre les bandes armées.

Près de Karkour, une rencontre a fait plusieurs blessés parmi les terroristes.

A Naplouse, une bande a attaqué les campements militaires à coups de fusils. Deux bombes ont été lancées dans la ville.

La colonie de Sedjera a été également attaquée. En ripostant, la police a tué deux rebelles.

Au cours de recherches, on a découvert un important dépôt d'armes dans la région de Tulkarrem.

Dans la S.F.I.O.

(Suite de la page 4)

Le problème central, dans la situation présente, c'est la lutte pour l'affaiblissement des organisations de trahison du Front populaire, le Parti communiste, le Parti socialiste qui, par leur politique infâme, ont compromis les possibilités révolutionnaires du prolétariat en juin 36 et permettent l'avancement foudroyant de la contre-révolution ; c'est la formation du parti révolutionnaire de la IV^e Internationale qui ne peut être construit que par une confrontation politique des organisations se posant comme tâche sa formation, qu'en tirant les enseignements de la dégénérescence de la II^e et de la III^e Internationale.

Le problème, aujourd'hui, c'est l'action autonome des organisations se disant de l'avant-garde, action autonome de celles des organisations de la II^e et III^e Internationales. Il se pose aujourd'hui à ce propos la question de la Manifestation du Mur des Fédérés, les organisations, en dehors de la S.F.I.O. et la S.F.I.C., se doivent d'organiser cette année une manifestation autonome en dehors des rangs sur lesquels flottera le torchon des assassins versaillais, qui ira salir le Mur où sont tombés les vaillants communistes.

Le Parti Communiste Internationaliste propose à la Fédération l'organisation en commun d'une telle manifestation.

LE COIN DU

Chez les P.T.T.

Le congrès de Vichy

L'AN dernier, au moment où les travailleurs des P.T.T. manifestaient leur vif mécontentement en raison de l'absence totale de réalisation à l'égard de l'amélioration des conditions de travail et d'existence, les directions des trois syndicats composant la Fédération Postale confirmèrent leur volonté de bafouer les aspirations de l'ensemble de la corporation en reculant à 1938 la tenue du Congrès de l'organisation syndicale. Statutairement, les asises du Congrès sont biennales ; mais les dirigeants, dans le but de prolonger leur domination et de briser la combativité du prolétariat postal, se déroberent au verdict du congrès qui aurait dû se réunir soit normalement en 1936, soit exceptionnellement en 1937.

Aujourd'hui, après avoir, par tous les moyens, boycotté le désir de lutte, découragé et dégoûté l'ensemble des postiers, le bureau de la Fédération se présente enfin devant une large assemblée délibérative. Toutefois, on peut prévoir aisément le « jugement populaire » : Il ne sera pas ce qu'il devrait être. De nombreux camarades abusés ont déserté le syndicat et leur éloignement faussera l'appréciation de l'activité passée en faveur des conformistes. C'est ainsi que les manœuvres des bonzes conduiront à une ratification de leur politique de capitulation, car il est regrettable que, par ailleurs, trop de travailleurs se laissent encore bernier par les dirigeants « beefsteakards ».

Et pourtant, quels sont les arguments qui peuvent motiver l'approbation d'une méthode d'activité dont l'inefficacité totale suffit à provoquer la condamnation ?...

Devant cette situation, notre tâche reste grande.

Depuis l'avènement du premier Gouvernement de Front Populaire, nous nous sommes déjà énormément dépensés. Le travail était rude, et nous n'avons pas cessé de combattre cette mystique qui a présidé à la formation de ce nouveau « Bloc des Gauches ». Les faits chaque jour nous donnent raison. Le résultat négatif de l'expérience du Rassemblement Populaire ouvrent les yeux des travailleurs qui prêtent maintenant une oreille attentive à nos mots d'ordre de combat.

Plus que jamais l'heure est venue d'engager résolument la bataille. Jusqu'à ce jour, le calme prêché par la direction syndicale n'a pas apporté les satisfactions promises à la suite. Eh bien ! tous les postiers doivent comprendre la nécessité de secouer le joug de l'appareil bureaucratique des permanents. La tribune du Congrès doit être utilisée par la minorité révolutionnaire pour appeler les travailleurs des P.T.T. à l'offensive.

La Revalorisation des traitements et son complément l'Echelle mobile, les 40 heures, la Réforme Administrative ont été et demeurent toujours les principales revendications.

Le genre d'activité qui consiste à aller quêmer une aumône dans les antichambres ministérielles...

Camarades socialistes de la Fédération de la Seine, vous n'avez rien à attendre des finasseries avec les réformistes qui, d'une façon ou d'une autre, veulent vous abattre.

Vous devez, si vous ne voulez aller à la défaite, engager l'offensive contre la bureaucratie, qui n'hésitera devant aucune provocation à votre égard.

Vous ne pouvez mener cette lutte efficacement qu'en liaison avec les organisations qui, depuis des années, mènent une lutte acharnée contre le réformisme et le stalinisme, qu'en confrontant vos positions avec les nôtres, qu'en menant des actions communes déterminées.

Le Meeting de Luna-Park

ORGANISEE par les Amicales Socialistes et la Fédération socialiste « reconstruite », la foire-manifestation de Luna-Park a groupé plusieurs milliers de travailleurs. Entre d'innombrables auditions d'artistes de tous genres, les Paul Faure et Dormoy ont pu parler librement. Le fusilleur de Clichy a essayé de dégager les responsabilités du P.S. : les 40 heures sont menacées ; les décrets-lois, c'est parce que Blum est parti ! Daladier veut-il l'aide des socialistes ? (la salle réagit violemment).

Les grèves mystérieusement déclenchées dans la métallurgie à l'arrivée du second gouvernement Blum, pourquoi les avoir cessées quand Daladier a formé son gouvernement ?

DU PROLO

rielles, trafiquer dans les coulisses et essayer les paillasons de ces messieurs les parlementaires, n'a pu faire aboutir ces revendications essentielles et ne peut que donner des avantages particuliers dont les profits ne profitent généralement pas.

Cette méthode de compromission et d'humiliation a constamment favorisé certains au détriment de la plupart des autres. Elle a seulement satisfait quelques appétits égoïstes. Aussi l'expérience nous oblige à répudier toute action nuisible aux intérêts de la collectivité.

C'est pourquoi les délégués au Congrès ne devront pas faillir à la conscience de classe ; ils porteront la responsabilité de la réalisation du Syndicat Unique, qui sera un facteur important pour l'union et l'action des travailleurs des P.T.T. contre l'administration et les pouvoirs publics.

EDITORIAL (fin)

La grève du Champlain — dont nous donnons le film en troisième page — caractérise bien la politique agressive du patronat français, à tel point que le Temps a pu dire en substance : L'ordre ne régnera pas en France tant que le personnel du Champlain sera en grève.

Il faut, de toute évidence, que soit remise en honneur la formule : Seul maître après Dieu sur mon navire ! Dieu, en l'occurrence, sont les puissants trusts des transports et constructions maritimes. Mais la formule ne vaut pas seulement sur le Champlain, elle doit être appliquée, de par la volonté patronale, dans toutes les usines, mines, établissements.

Quand le Conseil d'administration des Mines de Dourges, par exemple, avouant plus de 15 millions de bénéfices, écrit que « des événements de Juin 1936, l'autorité de la maîtrise est demeurée ébranlée », il souligne la volonté unanime du patronat de revenir vite à la situation d'autorité antérieure à la poussée ouvrière de 1936.

Même dans leur tragique illusion du Front Populaire, que nous dénonçons comme le fourrier du fascisme, nous avons toujours fait confiance aux forces révolutionnaires que les masses ouvrières et paysannes portent en elles.

Il faut maintenant libérer ces forces, pour une lutte sans merci contre le fascisme, le grand patronat, l'Etat bourgeois et ses décrets-lois de misère.

Rassemblez-vous, ceux de l'avant-garde révolutionnaire, malgré vos bureaucraties et contre elles ! Regroupez-vous, ouvriers, paysans et soldats, sur le programme de classe de notre parti et de la IV^e Internationale !

Le film du Champlain

Le Havre, le 5 mai 1938.

LES marins du « Champlain » sont en grève. Les dirigeants réformistes essaient de canaliser le mouvement et abandonnent les revendications. Les marins devront réclamer la grève générale pour obtenir satisfaction.

Mardi : veille du départ.

L'équipage du « Champlain » arrête le travail le matin pour protester contre la décision de la Transat de porter la durée des vêtements de travail à 310 jours de mer au lieu de 250 jours d'embarquement, soit à peu près le double. Le mouvement doit être limité à la journée et l'équipage est décidé à assurer le départ du navire le lendemain.

Dans l'après-midi, le Commandant du bateau, Vogel, fait des pressions individuelles et se livre à des menaces auprès des camarades pour leur faire reprendre le travail. Les délégués, aussitôt, téléphonent au secrétaire du Syndicat des A.D.S., Chedville, qui arrive et va trouver le Commandant. Celui-ci le met brutalement hors de sa cabine et lui interdit l'accès du bateau.

Mercredi.

Les membres de l'équipage ont repris le travail. Pour protester contre la grève de la veille, l'Etat-major du pont, en accord avec Vogel, déclare qu'il n'assurera pas le départ du bateau à 16 heures et qu'il descendra sur le quai. Malgré cela, le Commandant, à 15 h. 30, raconte à ces passagers « que le départ n'aura peut-être pas lieu car l'équipage est composé d'anarchistes et de communistes ».

L'équipage sent la provocation partout. Il attend 16 heures pour voir ce que va faire l'Etat-major. A 16 heures, les officiers se dégonflent et commencent les manœuvres du départ en se promettant bien de faire payer cher à l'équipage, pendant la traversée, son mouvement de la veille.

Chedville et les autres, malgré leur réformisme, ne peuvent laisser passer tant de provocations et sentent que les membres de l'équipage en ont assez. Ils les font donc descendre à terre à 16 heures 10 et leur demandent s'ils acceptent : 1° d'exiger le droit pour les représentants du syndicat de monter à bord ; 2° d'exiger le débarquement du Commandant Vogel ; 3° de courir le risque que la Transat ne cède pas et que le bateau soit désarmé ? Un oui unanime fut la réponse aux trois questions.

De 16 h. 20 à 19 heures, discussion patronale et ouvrière. L'Etat-major refuse de partir si le Commandant est débarqué ; le conflit n'existe plus qu'entre l'Etat-major et l'équipage. Les délégués syndicaux socialistes font toutes les concessions qui leur sont habituelles et abandonnent la demande du débarquement du Commandant afin que le navire parte. Les délégués fléchissent ; l'Etat-major, ce voyant, tient bon et exige que l'accès de tous les navires soit interdit aux représentants du personnel. Aucune solution n'intervient, les bonzes syndicaux sont à plat ventre.

A 19 heures, les copains partent chez eux. A 22 heures, rien de changé si ce n'est que « Le Lafayette », trois cents mètres plus loin, est en flammes et explose.

Nouvelles discussions. Rien n'est solutionné. Un référendum a lieu à bord. L'équipage vote pour la grève. L'Etat-major vote aussi pour la grève mais dirigée contre l'équipage.

Après quelques phrases sentimentales, sur les « amis » qu'il faut exclure, pour que le fleuve du socialisme continue sa route. Cris de « Vive Blum ! » Internationale ! Dans la salle, quelques pivertistes notoires ne manifestent aucune réaction. Les bureaucrates du P.S. ont marqué un point. La politique de capitulation de Pivert et de la direction de la Fédération de la Seine ouvre le plus sûrement la porte aux traîtres, du socialisme.

De nombreux militants de la Fédération de la Seine voulaient descendre à Luna-Park, comme le leur proposait notre P.C.I. La mise en garde de Pivert a fait le jeu des Paul Faure qui ont pu réussir leur provocation de Luna-Park.

GRENOBLE

Le 4 mai, le P.C.I. organisait une réunion de sympathisants. Plusieurs camarades étaient venus écouter l'exposé du camarade Mar sur la situation politique présente et plus spécialement des questions française, espagnole et d'U.R.S.S. Une bonne discussion s'engagea par la suite et des liaisons sérieuses ont été prises.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures

36, rue du Château-d'Eau, 56

La guerre civile en Espagne

Les révolutionnaires en danger !

(Suite de la page 1)

La « disparition » de notre camarade Tosca est un signe grave ! Il est clair que la démocratie du Front populaire, des partis de la II^e et de la III^e Internationale veut exterminer toute résistance révolutionnaire de la classe ouvrière, pour laisser avancer le fascisme, pour sauver le régime capitaliste, fasciste ou démocratique, de la menace de la révolution socialiste.

Ecraser complètement la résistance de la classe ouvrière, compromettre son avant-garde, en cela consiste la politique de la bourgeoisie démocratique du Front populaire et de ses complices, pour laisser la voie ouverte au fascisme...

Les procédés sont les mêmes que ceux adoptés au cours des « procès » des amalgames sanglants de Moscou.

... On introduit des agents provocateurs dans les rangs prolétariens ; on prépare des attentats terroristes individuels... On arrête à droite et à gauche des militants d'avant-garde, les soumettant aux tortures de l'Inquisition stalinienne ; les provocateurs serviront à aider les « confessions » spontanées des accusés, à se reconnaître coupables des crimes monstrueux organisés et commis par les policiers et des agents provocateurs dirigés par la Tcheka.

A l'aide de ces procédés, le gouvernement démocratique Negrin veut compromettre l'avant-garde mondiale du prolétariat qui lutte pour la construction de la IV^e Internationale, condition de la victoire de la révolution socialiste, et en même temps assassiner des révolutionnaires innocents, et ses agents démasqués...

En effet, dans un communiqué du Bureau politique du P.O.I., se référant à la contre-révolution en Espagne, nous trouvons, à côté des militants honnêtes comme Adolfo, etc., arrêtés et déferés au tribunal de haute trahison, les « confessions » et les rétractations... des éléments provocateurs de la Guépéou, comme Zanon. Sans aucun doute, Luigi Zanon, démasqué par le groupe « Soviet » et par le P.O.U.M., comme étant un élément suspect, fasciste, a réussi à s'introduire dans un autre groupe prolétarien pour continuer son travail... Ce provocateur connu comme fasciste le 19 juillet, sans profession..., étudiant..., de la « Casa degli Italiani » de Barcelone, dont le père fasciste fuit en Italie, s'introduit dans le mouvement ouvrier, se déclarant B.-L. après s'être dit poumiste. Ceci est le type classique du provocateur de l'O.V.R.A., travaillant en même temps pour le Guépéou. Le rôle de Munis, déjà suspecté par les dirigeants du P.O.U.M., qui a introduit dans les rangs B.-L. ce provocateur Zanon, qui « confesse et se rétracte », n'est pas clair... On comprend maintenant toute l'hostilité de Munis, déjà dénoncé par le groupe « Le Soviet », à l'unité des bolcheviks-léninistes en Espagne, malgré l'intervention du Secrétariat International.

Il ne faut pas permettre au stalinisme, au gouvernement Negrin, d'assassiner par une opération de basse provocation comme l'affaire Narvitch, des militants bolcheviks-léninistes accusés de terrorisme individuel.

Le gouvernement Negrin doit dire où se trouve Tosca, libérer tous les emprisonnés révolutionnaires antifascistes qui peuplent les prisons du Front populaire, assurer une défense libre, par des avocats étrangers de confiance, des prévenus et des organisations mises en cause... et toutes les autres organisations ouvrières.

Il faut réaliser immédiatement un front unique de lutte de tous les partis et organisations révolutionnaires d'opposition, pour sauver les révolutionnaires d'Espagne de la terreur et de la vengeance de la contre-révolution.

La politique de trahison des staliniens sert de couverture à la clique réformiste.

Dormoy a terminé en disant que le P.S. veut le désarmement mais que les nécessités présentes s'érigent à assurer la défense de la patrie républicaine.

Paul Faure, annoncé ensuite par Charles Pivert, comme le militant socialiste qui sort les mains propres de son passage au gouvernement, le terrain préparé par son compère Dormoy, Paul Faure fait un discours démagogique parlant à mots couverts des crises et scissions que le P.S. a toujours surmontées.

Tout d'abord, éloge de la démocratie du P.S., principal parti au Parlement.

Le rassemblement populaire, accepté par tous (y compris les Pivertistes) liait le P.S. qui cessait d'être un parti d'opposition. Eloge des conquêtes de juin, mais il ya peut-être un changement maintenant ; la cause ? La chute de Blum, attaques des fidèles alliés staliniens qui nous ont soutenus comme la corde soutient le pendu. Les attaques contre les staliniens sont applaudies.

Puis Paul Faure se lance dans une explication nébuleuse de l'union sacrée de Thorez à Marin ; c'est un « rassemblement national » antifasciste devant empêcher l'union sacrée véritable voulue par les fascistes. Le P.S. a-t-il trahi ? Non ! A nouveau, pour se couvrir, diatribe contre les communistes. Que reste-t-il des 21 conditions ? Voyez que nous avons raison de les repousser autrefois.

OU SONT LES PROVOCATIONS ?

L E jeudi 5 mai, dans un communiqué paru successivement dans « L'Œuvre », puis dans le numéro 7 de « Juin 36 », en première page, sous le titre : « Contre les provocations », le bureau fédéral de la Fédération socialiste de la Seine a publié la note suivante :

« Etant donné que des appels et des tracts à caractère de provocation ont été distribués pour inviter nos militants à se rendre à Luna-Park le dimanche 8 mai pour porter la contradiction aux orateurs du Parti, le Bureau fédéral fait un appel pressant à la discipline et au sens politique de tous les membres de la Fédération pour QU'ILS S'ABSTIENNENT d'aller à cette manifestation. »

Cette note, outre son contenu politique erroné que nous examinerons plus loin et que nous avons d'ailleurs déjà signalé, notamment dans « la Commune » du 3 mai, contient des allusions quant à la « provocation » qui laisse place, on ne sait si c'est volontaire, à toutes les suppositions. Les dirigeants de la Fédération de la Seine qui, chaque jour, dénoncent les manœuvres et méthodes bureaucratiques des bonzes de la S.F.I.O., usent là d'un procédé qui ressemble en plus d'un point aux méthodes utilisées par ceux qui les ont dissous.

Les militants socialistes de la Seine ont-ils combattu et combattent-ils les procédés des bureaucrates S.F.I.O. pour, maintenant, permettre aux dirigeants de leur Fédération l'utilisation de ces mêmes méthodes ?

Nous ne le croyons pas, et puisque le Bureau Fédéral n'informe pas ses militants d'une façon véridique, notre devoir est de le faire à sa place.

Les faits

Dès la dissolution de la Fédération de la Seine, notre parti, dans un certain nombre d'articles, parus dans « la Commune » et dans une première lettre ouverte, a précisé sa position devant la crise de la S.F.I.O., et indiqué quelle voie doit suivre la Fédération dissoute, si elle veut rester fidèle au marxisme révolutionnaire, aux intérêts des ouvriers et des paysans. Continuant ce travail de délimitation et de clarification politiques, notre Parti a mis en garde la Fédération dissoute contre le danger que constituait et que constitue toujours la position qui consiste, en prétextant une nécessité de ne pas envenimer les rapports avec les bureaucrates de la S.F.I.O., à leur céder le terrain et à les laisser opérer, sans riposter systématiquement, le regroupement des forces réformistes. Et c'est ainsi que nous avons été amenés, face à la provocation de Paul Faure, d'organiser à Paris, à Luna-Park, une manifestation qui, sans doute possible, a comme seul but l'écrasement de la Fédération dissoute, à nous adresser dans la lettre suivante, distribuée par ailleurs à un certain nombre de militants, au Bureau fédéral de la Fédération de la Seine :

Parti Communiste Internationaliste
Jeunesse Communiste Internationaliste
36, rue du Château-d'Eau.

Camarades Socialistes de la Fédération de la Seine,

Après toute une série de trahisons terribles qui ont depuis juin 1936 permis à la bourgeoisie de reprendre en détail ce qu'elle a dû lâcher en gros,

Après ses propositions scandaleuses d'union sacrée à la bourgeoisie, d'un gouvernement de Thorez à Reynaud,

La bureaucratie de la S.F.I.O. dissout votre Fédération parce que celle-ci n'entend pas suivre la même voie de basse trahison des intérêts du prolétariat.

Depuis, cette bureaucratie qui, dans son action contre la bourgeoisie montre une torpeur complice, a entrepris une action résolue pour reconstruire une nouvelle Fédération à son goût.

Une étape importante de cette action qui a pour but votre terrassement complet, est la manifestation organisée dimanche 8 mai à Luna-Park avec la participation de Blum, Paul Faure, Dormoy ; c'est-à-dire les responsables principaux d'une politique de trahison, les responsables principaux de votre dissolution d'aujourd'hui et de votre exclusion de demain.

Laisser parler librement les Blum et autres dans la situation présente, c'est reculer devant eux, c'est leur laisser le champ libre, c'est leur permettre de frapper plus fort demain les révolutionnaires.

C'est une capitulation qui peut sembler mi-

nime, mais qui ne peut qu'être suivie d'autres plus importantes.

Notre Parti estime de son devoir, dans ces conditions, de se mettre à vos côtés pour, ensemble, avec vous, aller à Luna-Park porter la contradiction à Blum, Paul Faure, etc., etc.

Le Secrétariat du P.C.I.

Dans la lettre au Bureau Fédéral était ajouté un post-scriptum, proposant « la réunion au plus tôt d'une délégation de la Fédération dissoute avec une délégation du P.C.I. pour l'organisation de l'action en question. »

Voici ce qui fut appelé, par le Bureau Fédéral, comme ayant « un caractère de provocation ». Les militants sérieux, rien que par ce rappel des faits, apprécieront l'attitude scandaleuse de leur Bureau fédéral qui ne veut pas créer des incidents pouvant indisposer les bonzes de la C.A.P., mais qui ne se gêne pas de traiter par dessous la jambe les organisations révolutionnaires d'avant-garde. Une pareille attitude ne peut être tolérée par les militants révolutionnaires auxquels incombe aujourd'hui l'impérieuse tâche de former le parti révolutionnaire du prolétariat, tâche qui exige l'élimination radicale de pareilles méthodes.

Des précisions, S.V.P.

Le Bureau Fédéral est un organisme responsable, semble-t-il. Il doit donc prendre l'entière responsabilité de ce qu'il dit, sans quoi chaque militant véritable pourra légitimement douter du sérieux de ceux qui composent cet organisme. Il faut préciser où réside le « caractère de provocation » de notre attitude. Que signifient ces insinuations ? On écrit « provocation » pour qualifier ceux qui les ont faites de provocateurs ? Si c'est cela, les signataires, sous peine de se voir considérés comme des irresponsables, ont le devoir de donner aux ouvriers des précisions. Et s'ils sont incapables de donner ces précisions, de justifier leurs insinuations, ils se verront juger par les militants d'avant-garde.

Les procédés des bureaucraties réformatrice et stalinienne ont fait suffisamment de ravages dans le mouvement pour que l'on ne permette pas que se perpétuent ces procédés dans les rangs de ceux qui ont rompu avec ces bureaucraties.

Nous avons, depuis la dissolution de la Fédération de la Seine, ouvert les colonnes de « la Commune » aux communiqués de cette Fédération, ses dirigeants ne l'ignorent point, mais font semblant de ne pas le savoir.

Nous avons proposé de porter en commun la contradiction aux Paul Faure et consorts ; nous avons exprimé nos divergences avec l'orientation de la direction de la Fédération dissoute ; mais cette direction, pour toute réponse, étouffe nos propositions, les laisse ignorer aux militants et parle « d'appels à caractère de provocation ».

Les bureaucrates de la S.F.I.O. n'ont pas agi autrement à notre égard.

Ce que cache l'attitude du bureau fédéral

L'attitude du bureau fédéral a un sens politique plus que dangereux, il faut le comprendre.

Rejeter aussi dédaigneusement les organisations révolutionnaires en les calomniant et se refuser au même moment d'agir contre les bureaucrates S.F.I.O. à l'offensive. N'est-ce pas tout un programme ?

Et surtout lorsque l'on fait en même temps la risette aux responsables des assassinats des camarades du P.O.U.M. en Espagne.

Le Bureau fédéral, dans son communiqué, « fait un appel pressant à la discipline et au sens politique de tous les membres de la Fédération pour qu'ils s'abstiennent d'aller à cette manifestation ». Ces trois lignes contiennent une contradiction et un non-sens complet de la stratégie de lutte la plus élémentaire.

En effet, faire un appel au sens politique des militants et leur dire qu'ils s'abstiennent d'aller à la manifestation, c'est bien drôle, car le militant qui a un minimum de sens politique comprendra que la seule attitude possible et juste était de porter la contradiction aux bonzes de la S.F.I.O. D'ailleurs, le Bureau fédéral semble, sans s'en donner l'air, bien le comprendre, sans quoi il n'aurait pas tant insisté d'une façon aussi « pressante » auprès des militants pour qu'ils s'abstiennent d'aller recevoir comme il conviendrait les Paul Faure, Dormoy, Desphilipon.

Quant à la stratégie qui consiste à s'abstenir d'entraver l'offensive des bureaucrates qui vont jusqu'à organiser un meeting central où parlent ceux qui, il y a quatre semaines seulement, ont dissous la Fédération, on nous permettra de refuser de croire à son efficacité.

Il y a de véritables provocations que le Bureau fédéral ne veut pas voir. N'est-ce pas une provocation de la part des bureaucrates d'organiser dans la situation présente des meetings à Paris ?

N'est-ce pas une provocation d'organiser une manifestation comme celle de Luna-Park, quatre semaines après la dissolution de la Fédération de la Seine ?

Ces provocations de Paul Faure, le Bureau fédéral n'estime pas nécessaire de les dénoncer, mais notre proposition d'action commune contre l'offensive de la bureaucratie réformatrice, elle la dénonce comme une provocation. Curieuse façon de couvrir les provocateurs que sont les Paul Faure et Cie.

Une provocation à déjouer : l'amnistie

Une autre provocation que le Bureau fédéral ne semble pas seulement vouloir apercevoir, mais dans laquelle il semble même prêt à tomber, c'est cette fameuse proposition d'amnistie mise en avant par certains éléments de la « Bataille Socialiste » et par, entre autres, Georges Monnet.

Ce qualificatif peut paraître exagéré à certains camarades, mais qu'ils se détrompent ; c'est en pesant bien nos mots que nous qualifions cette proposition de provocation.

Et nous nous expliquons.

De quoi s'agit-il ? On veut vous amnistier, c'est donc que vous avez commis un délit, c'est donc que vous reconnaissez avoir commis ce délit, si vous acceptez cette amnistie. Ainsi on veut vous amener à reconnaître votre position politique qui a amené votre dissolution, comme étant fautive, comme étant à combattre. C'est, en somme, provoquer votre capitulation que veulent ces gens qui proposent votre « amnistie » et qui ont d'ailleurs, pour certains comme Monnet, par exemple, montré déjà dans le passé leur haine des révolutionnaires conséquents.

Tous les militants doivent comprendre le caractère de provocation de cette amnistie qui a, en plus, comme but de diviser, de fractionner vos rangs en faisant entrer dans la S.F.I.O. ceux de vos rangs qui sont politiquement les moins solides, qui sont susceptibles de se faire encore des illusions sur les intentions des bonzes S.F.I.O., pour pouvoir mieux museler les autres.

Les Monnet et autres ne valent guère mieux que les Paul Faure, même s'ils paraissent ne pas être d'accord sur telle ou telle question, ils sont et seront toujours d'accord pour briser les révolutionnaires, avec des moyens différents peut-être, mais ceux des premières ne sont en tout cas pas moins dangereux que ceux des seconds. Toute illusion envers les véritables intentions des Monnet ne peuvent avoir comme résultat que la mort politique.

Vers la formation du parti révolutionnaire par la confrontation des positions politiques

Le Bureau fédéral a pris juste la position contraire à celle qu'il fallait prendre. Au lieu de répondre à notre critique politique, à l'exposition de nos divergences en exposant ses conceptions politiques, de faire ainsi une confrontation politique qui ne peut qu'être profitable à l'éclaircissement des militants de nos organisations, les dirigeants de la Fédération de la Seine répondent par des insinuations misérables.

Nous nous adressons à tous les militants de la Fédération socialiste de la Seine pour les mettre en garde contre une pareille orientation.

Vous voulez aller à Royan pour pousser jusqu'au bout l'expérience de tous vos militants de la Seine comme de la Province, pour faire au grand jour le procès de la funeste politique de la S.F.I.O., soit ! Mais « attendre Royan » comme pouvant vous donner on ne sait quoi, comme pouvant amener un redressement de la S.F.I.O., c'est aujourd'hui vous couper l'herbe sous les pieds. La lutte révolutionnaire ne permet pas des positions d'attente desquelles il n'y a rien à espérer.

(Suite page 2.)